

Brèves

Il faut libérer les journalistes turcs"

Ch. Ly. Publié le samedi 27 avril 2013 à 04h30 - Mis à jour le samedi 27 avril 2013 à 04h30

International TURQUIE

Trois parlementaires bruxellois réclament la libération de 44 journalistes en Turquie dont le procès se déroule actuellement dans l'immense prison de Silivri, à 80 km d'Istanbul. Ces journalistes, pour la plupart kurdes, sont poursuivis pour appartenance présumée au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) avec lequel Ankara a, contradictoirement, engagé des pourparlers de paix.

"Il faut d'abord faire sortir ces journalistes de prison. Ensuite, changer les lois" , a dit hier Jean-Claude Defossé (Ecolo), l'un des trois parlementaires belges à avoir assisté à une partie de ce procès entre le 21 et le 24 avril. "Il faut que cesse cette omertà sur ce pays où 600 000 Belges vont chaque année et ignorent ce qu'il s'y passe."

Les deux autres parlementaires étaient André du Bus (CDH) et Fatoumata Sidibé (FDF).

Les trois parlementaires ont effectué cette visite à leurs frais et à titre individuel. Car le PS et le CDH ont bloqué le projet d'une visite officielle du Parlement de la Communauté française, tandis que le MR s'est abstenu. *"Pour ne pas froisser la communauté turque, on ne veut pas pétroler là-dessus"* , enrage l'ancien journaliste Jean-Claude Defossé, qui dénonce le communautarisme de plusieurs partis à Bruxelles.

Dans le procès dit du "KCK", 24 journalistes sont détenus et 20 comparaissent libres. A l'audience, à la grande surprise des parlementaires, l'acte d'accusation a été lu par une journaliste de la télévision d'Etat TRT. *"Les preuves du parquet s'appuient sur des témoins anonymes, des écoutes téléphoniques, la présence des suspects à des événements publics (conférence, meeting, fête) et des publications assimilées à de la propagande en faveur du PKK"* , écrivent les parlementaires dans le rapport qu'ils ont présenté à la presse hier au siège de l'Association des journalistes professionnels (AJP) à Bruxelles, en compagnie de Mehmet Koksal, vice-président de l'AJP et leur guide en Turquie.

Les parlementaires estiment que, sous couvert de lutte contre le PKK, qualifié de mouvement terroriste, les autorités cherchent à museler la presse, très active dans ce pays et protégée en principe par l'Article 28 de la Constitution qui affirme que *"la presse est libre et ne doit pas être censurée"* .

"La plus grande prison du monde"

Selon ces parlementaires, les méthodes ont changé depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, dominé par Recep Tayyip Erdogan. En Turquie, relève André du Bus, *"on assassine de moins en moins les journalistes, et on les emprisonne de plus en plus"* .

Des tribunaux spéciaux ont été mis sur pied. C'était le cas à Silivri, gigantesque prison de 11 000 détenus, où le tribunal donne directement par une porte latérale sur la prison. Disposant de pouvoirs spéciaux, le juge peut interpréter plus largement la loi.

Au total, près de 68 journalistes sont détenus en Turquie, dans diverses affaires. Pour l'association Reporters sans Frontières (RSF), qui avait également envoyé des délégués au procès, *"la Turquie est la plus grande prison du monde pour les journalistes. Un triste paradoxe pour un pays qui se présente comme un modèle régional de démocratie"* .

Les journalistes turcs espèrent que les pourparlers de paix avec le PKK vont permettre de libérer leurs collègues emprisonnés. Le chef militaire du PKK, Murat Karayilan, a annoncé jeudi que les rebelles se retireraient de Turquie à partir du 8 mai.

En Belgique, les trois parlementaires comptent poursuivre les pressions. *"Il faut continuer comme on l'a fait avec Aung San Suu Kyi en Birmanie"* , dit-il.